

COLLOQUE

« Autoritarisme, terrorisme et démocratie au Moyen Orient »

Jeudi 6 octobre 2016 (Salle Gaston Monnerville)

Propos introductif de M. Bernard Cazeau,
Président du groupe d'amitié France-Irak

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le ministre,
Chers collègues Sénateurs et Députés,
Mesdames et Messieurs les professeurs,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

J'ai beaucoup de plaisir à vous accueillir ici, au Palais du Luxembourg, dans cette salle qui porte le nom d'un ancien Président du Sénat, pour ouvrir ce colloque organisé par le Centre franco-kurde pour l'Education, la science et la culture (je salue Luai Jaff qui en a été la cheville ouvrière) et par le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien, dont Ali Dolamari est ici le représentant.

Ce colloque va nous permettre d'aborder quelques-unes des questions essentielles qui se posent aujourd'hui pour l'avenir des Kurdes, bien sûr, mais aussi pour la stabilité future du Moyen Orient, et, certains de nos orateurs insisteront sur ce point, pour l'avenir de nos sociétés dans une perspective qui s'élargit au monde entier.

C'est pourquoi le groupe sénatorial France-Irak du Sénat, que je préside, est heureux de lui apporter son parrainage.

Ce colloque nous permettra de bénéficier des regards croisés de chercheurs et d'hommes engagés dans l'action, puisque nous pourrons entendre à la fois des **responsables politiques**, venus spécialement du Kurdistan irakien (je salue ici **M. Mustapha** , ministre des relations internationales au sein du Gouvernement régional du Kurdistan et **M. Baxyar**, chef du bureau politique de l'UPK) et des **universitaires issus de grands organismes de recherche français** (j'ai plaisir à saluer la présence parmi nous **d'Alain Touraine** et de **Michel Wievorka** qu'il n'est pas besoin de présenter, ainsi que leurs collègues, qui nous font l'amitié de venir partager avec nous leurs réflexions).

Le 11 mars 2016, le groupe d'amitié France-Irak avait organisé au Palais du Luxembourg, conjointement avec le groupe France-Syrie et le groupe de liaison avec les Chrétiens d'Orient, un colloque qui se proposait de réfléchir aux conditions d'un retour à la paix au Moyen Orient et qui s'intitulait de façon un peu provocatrice, je le reconnais : « détruire Daech, et après ? ».

Notre colloque d'aujourd'hui va nous permettre de poursuivre cette réflexion, à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis six mois.

Ceux-ci confirment l'actualité de la question fondamentale que nous posions.

Daech a reculé sur les différents fronts militaires, en Syrie comme en Irak, et nous devons rendre hommage ici aux forces kurdes qui y ont contribué puissamment.

Mais, même si cela peut nous apparaître comme un préalable et une priorité, détruire militairement Daech ne suffit pas, car son émergence et ses succès sont le révélateur d'une crise plus profonde, à laquelle nous devons apporter des réponses politiques, diplomatiques, mais aussi sociales et culturelles.

La crise qui déchire actuellement le Moyen Orient est une crise dans laquelle s'imbriquent étroitement des conflits nationaux, voire locaux, et des rivalités régionales voire internationales. Dans cet enchevêtrement, impossible d'imaginer une solution qui ne prendrait pas en compte ces différentes dimensions du problème.

La crise présente, évidemment, une dimension nationale. Cette crise, c'est de façon très évidente, la crise de l'Etat irakien, reconstitué après la guerre sur une base politico-confessionnelle qui a aggravé les clivages. C'est aussi, dans des circonstances différentes, la crise de l'Etat syrien, confronté à une situation de guerre civile.

Sur quelle base reconstruire ces pays ? Est-il envisageable de reconstruire un Etat irakien ou un Etat syrien unitaire dans lequel l'ensemble des communautés pourraient cohabiter ? Faut-il au contraire jouer la carte d'une partition ou d'une fédéralisation plus poussée ? Mais quel serait alors le sort des minorités dans ces nouvelles constructions ? Et les contestations que soulèveraient ces nouvelles délimitations ne risqueraient-elles pas de provoquer alors de nouveaux embrasements ?

Dans ce contexte, nos amis Kurdes d'Irak occupent une place à part. Ils disposent déjà, dans la Constitution irakienne et dans les faits, d'une large autonomie régionale. La société qu'ils ont mise en place tranche par de nombreux aspects sur le reste de la région, ne serait-ce que par la place qu'elle réserve aux femmes, et par la sécurité qu'elle est parvenue jusqu'à présent à garantir sur son territoire, même si personne n'est aujourd'hui à l'abri de la menace terroriste. En outre, c'est par eux-mêmes, et grâce à leur valeur militaire que les Kurdes sont parvenus à ces résultats. C'est d'ailleurs aux combattants kurdes que l'on doit aujourd'hui une large part des succès enregistrés contre Daech.

Ces avancées peuvent-elles déboucher sur une plus grande indépendance ? Sont-elles transposables en dehors de l'Irak, et notamment en Syrie ? Ne risquent-elles pas de se heurter au jeu des puissances régionales et internationales ? Ce sont de vraies questions.

Car les puissances régionales, Turquie, Iran, Arabie Saoudite et Qatar se sont d'emblée impliquées dans le conflit, instrumentalisant les clivages religieux et communautaires. Et l'on voit bien qu'aucune solution de paix n'est envisageable sans elles.

L'implication des puissances extérieures à la région vient encore verrouiller une situation dont les issues paraissent plus que jamais incertaines : on le voit avec le retour en force de la Russie, et les tensions actuelles avec les Etats Unis, dans lesquelles certains observateurs voient des relents de guerre froide.

Encore n'est-ce là qu'une partie du problème.

Car nous aurions tort de nous limiter à ces seules dimensions politiques et diplomatiques, et certains de nos intervenants vont nous aider, je crois, à porter notre regard un peu plus loin encore.

La crise dont l'émergence de Daech est le symptôme n'est-elle pas aussi une crise sociale et culturelle, voire même, osons le mot, une crise de civilisation qui nous affecte tous ? Car la menace que constitue l'islamisme, à ne pas confondre avec l'Islam, ne se limite pas au Moyen Orient. Dès lors que Daech peut frapper chez nous, et plus encore dès lors qu'elle peut recruter ses combattants chez nous grâce à la fascination qu'elle exerce sur une fraction de notre jeunesse, nous sommes entraînés dans un conflit qui nous concerne très directement.

A ce titre, je crois, pour reprendre les termes de certains de nos intervenants, que c'est dans un même combat contre l'islamisme que nous sommes engagés, nos amis kurdes et nous-mêmes, et que la bataille que mènent les Kurdes pour défendre une autre forme de société au cœur du Moyen Orient mérite toute notre attention et notre sympathie.

Je vous remercie pour votre attention.